

RENCONTRE PROJEP #6

**« LES TRANSITIONS NUMERIQUES, ENVIRONNEMENTALES,
DEMOCRATIQUES : TRANSITIONS OU RUPTURES ? »**

17 JUIN 2022

Animée par :



Dominique GARET

Représentant de la Fédération des Centres Sociaux et Socio-culturels au
Fonjep en tant que vice-président

Avec l'intervention de :



Emmanuel BIOTEAU

Professeur de Géographie à l'Université
d'Angers



Aurélien BOUTET

Directeur fédéral de la fédération départementale
des foyers ruraux de Seine-et-Marne



Laurent COSTY

Chargé de mission Éducation & Communs
Numériques aux Ceméa



Emmanuel PORTE

Chargé d'études et de recherche à l'INJEP

Patrick CHENU

Bonjour à toutes et à tous. Je suis très heureux de vous accueillir pour ce sixième rendez-vous de nos Rencontres pour la Prospective de la Jeunesse et de l'Éducation populaire, les Rencontres PROJEP, initiées par le FONJEP. Elles ont été lancées en janvier dernier. C'est notre deuxième temps dans le cadre de l'assemblée générale du FONJEP et la rencontre d'aujourd'hui a pour sujet « Les transitions numériques, environnementales et démocratiques : transitions ou ruptures ? ».

Nous souhaitons explorer, à travers ces rencontres PROJEP, tout ce qui fait enjeu pour les associations de jeunesse et d'éducation populaire. Nous avons donc démarré en janvier, avec un regard porté par les organisations qui fédèrent, regroupent les grands réseaux de l'éducation populaire. Nous avons fait la rencontre miroir hier soir avec Hexopée, le CNAJEP, le Mouvement Associatif, de cette rencontre. Nous avons pu discuter de l'éducation populaire au service de quels engagements. Nous avons, depuis le mois de janvier, mobilisé des chercheurs, des chercheuses, des acteurs des réseaux de jeunesse et d'éducation populaire pour travailler sur des thèmes tels que la professionnalisation, des volontariats, du rapport au temps où je l'évoquais tout à l'heure, la question de l'engagement.

La rencontre de ce vendredi vise à introduire la deuxième partie du cycle qui débutera à partir de l'automne prochain, qui portera spécifiquement sur ces trois grandes transitions ou ruptures, on va en discuter dans quelques instants, et comment nos associations d'éducation populaire sont en capacité d'y faire face, de les mettre en œuvre, d'agir ou de les subir, de quelle politique publique peut-on imaginer avoir besoin pour faire face à ces changements et ces transitions, comment on articule les actions associatives avec les politiques publiques qui y sont liées, est-ce que là aussi il y a des enjeux de rupture ou de transformation ou de réforme sur ces questions-là.

Avant de céder la parole à Dominique GARET, qui animera cette rencontre, je vais juste remercier nos contributeurs. Je pense que nous aurons quelques petits messages : désolé, ce seront des garçons. Mais vous verrez, ils sont malgré tout hyper-intéressants. Nous avons le plaisir d'accueillir pour cette rencontre Laurent COSTY, qui est chargé de mission Éducation et Communs Numériques au Ceméa et qui, accessoirement, dans le temps libre que lui laissent les Ceméa, est vice-président de l'April, qui est l'Association pour la promotion et la défense des logiciels libres. Nous avons, de l'autre côté de la table, Aurélien BOUTET, qui est directeur fédéral de la Fédération départementale des foyers ruraux de Seine-et-Marne. A sa gauche, nous avons Emmanuel BIOTEAU, qui est maître de conférences en géographie à l'université d'Angers, qui a réussi à nous rejoindre et que je remercie d'être présent. Nous avons enfin Emmanuel PORTE, chargé d'études et de recherche au sein de l'INJEP. On ne présente plus l'INJEP, on vient de le faire dans notre temps d'échanges précédent.

Je vous remercie tous les quatre d'avoir bien voulu nous honorer de votre présence pour cette rencontre PROJEP et je cède la parole à Dominique GARET, vice-président du FONJEP au titre des centres sociaux, qui va animer cette table ronde. Merci à vous.

Dominique GARET

Bonjour à toutes et à tous et, comme pour toutes les rencontres PROJEP, bonjour à celles et à ceux qui sont présents en ligne via la chaîne YouTube dédiée.

Merci, Patrick, pour ce rappel du cadre de cette table ronde.

Numérique, démocratie, environnement : comment l'éducation populaire s'empare de ces questions ? Quelles sont les pratiques ? Puisque, avant d'être dans des démarches conceptuelles, dans nos réseaux, nous sommes effectivement aussi sur des actions sur la « démocratie du faire », disent certains. Peut-on prendre le temps d'identifier et de comprendre peut-être les contradictions que l'on a trouvées dans notre secteur relativement à ces entrées-là autant que notre capacité à inventer, à faire et à agir ? Comment les AJEP créent des lieux, des espaces, des moyens de transformer la société à partir de ces

préoccupations, de ces thèmes? Comment contribuons-nous à la création de modes de fonctionnement plus démocratiques, plus respectueux de l'environnement et agissant pour un autre rapport à l'environnement? Comment intégrons-nous l'environnement numérique avec ses nouveaux médias, ses nouveaux outils? Un environnement ou un modèle économique dérégulé? En fait, autant de choses que nous allons balayer au cours de cette table ronde. Parce qu'une nouvelle fois, nous n'allons pas ici approfondir chacune des entrées, mais nous allons finalement repérer ensemble et avec vos contributions, membres intervenants de la table ronde et ceux qui sont à distance et vous qui êtes dans la salle, identifier les questions que nous aurons à approfondir lors des rencontres de la fin de l'année.

Avant de rentrer dans le vif du sujet, je vais inviter chaque participant à la table ronde à se présenter, avec les travaux, les missions sur lesquels ils se mobilisent et qui rendent tout à fait pertinente et intéressante leur participation à cette table ronde. Nous allons commencer par Laurent.

Laurent COSTY

Merci. Bonjour à toutes et à tous. J'ai été présenté succinctement comme étant chargé de mission sur l'axe éducation et communs numériques aux Ceméa. C'est une mission que j'ai commencée en septembre 2021. C'est assez récent, mais cette mission existait déjà au sein des Ceméa : elle s'intitulait libre éducation nouvelle, évidemment en lien avec l'histoire des Ceméa. Je souhaite préciser que c'est bien une préoccupation des Ceméa que de faire correspondre les principes du logiciel libre, parce que c'est par là aussi qu'est entrée cette question-là, avec les principes d'éducation populaire et d'éducation nouvelle. C'est donc quelque chose qui existe depuis plusieurs années maintenant, avec une volonté de s'équiper d'outils libres et éthiques, respectueux des utilisateurs et des utilisatrices : déjà, des développements en interne pour essayer d'être en cohérence et puis, à partir du moment où l'outil est là – je vais parler très rapidement de l'outil Zourit qui a été développé, a été rapidement mis à disposition d'autres associations qui ont ces besoins-là. Nous sommes donc bien dans la consolidation d'un commun numérique. Je reviendrai sur la définition tout à l'heure. Pour l'April, en tant que bénévole, je m'implique depuis le milieu des années 2000 pour regarder pourquoi il n'y a pas plus de cohérence entre logiciel libre et éducation populaire, plus d'appropriation.

Dominique GARET

Merci Laurent. Emmanuel PORTE.

Emmanuel PORTE

Bonjour à toutes et bonjour à tous. Je suis chargé d'études et de recherche à l'INJEP. Je travaille plus particulièrement sur les questions d'éducation populaire et de vie associative et sur l'évolution à la fois historique de ces mouvements, mais aussi l'évolution contemporaine de ces systèmes d'acteurs qui se revendiquent de l'éducation populaire et relèvent pour certains de structures qui sont ici, pour d'autres qui ne le sont pas forcément, qui montrent aussi des mouvements qui ont une longue histoire en France, mais qui existent aussi dans d'autres pays. Cela m'a donné l'occasion de travailler à la fois sur le numérique, l'environnement, les formes et les questions de participation que l'on évoquera aujourd'hui, parce que je m'occupe par ailleurs à l'INJEP de la revue « Les Cahiers de l'action », que Joachim a évoqué ce matin, qui est l'une des deux revues de l'INJEP, dans laquelle on essaie de croiser les regards d'acteurs et de chercheurs sur des pratiques ancrées sur une thématique donnée et de les co-construire ensemble. Nous avons consacré quelques numéros à ces enjeux environnementaux, numériques et de démocratie.

Dominique GARET

Merci Emmanuel. Emmanuel BIOTEAU, qui nous arrive directement d'Angers.

Emmanuel BIOTEAU

Merci. Bonjour à toutes et à tous. Comme cela a été rappelé tout à l'heure, je suis géographe, universitaire. C'était un peu compliqué de rejoindre Paris ce matin. C'était un peu étrange, mais c'est ainsi. Cela nous permettra de questionner aussi l'enjeu des mobilités, je pense. Il y a des choses assez intéressantes à creuser. Je vais être devant vous aujourd'hui avec une double casquette, bien modeste. Première casquette : d'abord, travaillant depuis quelques années sur les organisations d'économie sociale et solidaire au sens large dans leurs apports et leurs rapports au territoire, et je pense que cette question de la territorialisation des actions est centrale aujourd'hui ; et, dans le prolongement de ces travaux sur l'ESS, développant aujourd'hui des travaux portant plutôt sur les mécanismes et processus de solidarité. C'est un constat qui me semble être central ici. Et puis, deuxième casquette : dans un passé de recherche universitaire, ayant travaillé aussi sur le champ centre-européen en particulier, sur l'ensemble de ce que l'on appelait, dans les années 1990/2000, les transitions démocratiques et économiques en Europe centrale et orientale. Là aussi, il y a des échos qui peuvent être relativement intéressants pour le questionnement de la transition aujourd'hui. Et en deux mots, regardant un peu ce qui se joue dans la ruralité aujourd'hui dans ces régions centre-européennes, ce qui se joue dans l'équipement numérique au titre de l'adaptation des sociétés aux nouveaux besoins.

Dominique GARET

Merci Emmanuel. Effectivement, une ouverture à aller au-delà de l'Hexagone, à laquelle nous sommes attentifs et intéressés. Aurélien.

Aurélien BOUTET

Bonjour à toutes et à tous. Aurélien BOUTET. Je suis directeur de la Fédération départementale des foyers ruraux de Seine-et-Marne. Je me définis souvent comme un professionnel et un militant de l'éducation populaire. J'ai aussi des activités de conseiller municipal par ailleurs. La Fédération départementale des foyers ruraux de Seine-et-Marne anime un réseau de 40 associations et foyers ruraux en milieu rural. Je suis là pour vous parler de notre expérience dans le domaine des transitions démocratiques et écologiques, donc de ce que nous pouvons observer sur le terrain, accompagner aussi en initiatives. Je tiens à préciser que je porte une parole de terrain. Ces questions de transition écologique, notamment, commencent à infuser au sein du mouvement des foyers ruraux. Cela fait l'objet d'initiatives, mais aussi de débats. Je vous ferai part de tout cela.

Dominique GARET

Merci Aurélien. Trois moments dans cette table ronde. Des interventions qui seront autour de cinq minutes environ pour les uns et les autres. Des respirations et des possibilités pour les participants dans la salle, ici, de s'exprimer, d'apporter leur propre regard et leur propre questionnement. Et, effectivement, on passera, de temps en temps, à traiter les différents aspects d'une question qui est présentée dans le thème de manière très complexe : il y a à la fois les axes numérique, environnement, démocratie, puis l'interrogation « transition ou rupture? », la question du vocabulaire, etc.

Premier moment : le contexte. Comment les acteurs de l'éducation populaire, mais également ceux avec lesquels nous sommes en relation, les acteurs institutionnels et autres acteurs associatifs, se situent par rapport à ces enjeux, à ces questions? Lors de la préparation de la table ronde, le terme « transition » a été interrogé à plusieurs reprises, ce qui fait que nous avons reformulé le thème un peu différemment. Pourquoi parle-t-on de transition et non de transformation? Dans ce premier temps, je vous propose de nous caler un petit peu, cela durera le temps de la table ronde, sur le sens que nous allons donner, convenons de cela, au terme transition. Dans un premier temps, chacun va exprimer, avec sa perception, comment les acteurs de l'éducation populaire, les acteurs institutionnels, se situent face à ces transitions. Et d'abord, Emmanuel PORTE, à partir du regard que vous portez sur le champ.

Emmanuel PORTE

Il est clair que l'intitulé de cette table ronde et les problématiques qu'elle propose sont très vastes. On essaie d'emboîter de grandes thématiques de transition dont on parle aujourd'hui dans l'actualité, qui sont les transitions numériques, démocratiques et environnementales. Il est vrai que le premier travail auquel je me suis livré, quand on m'a évoqué cette thématique au départ, a été de regarder ce qu'il en était de l'histoire des mouvements d'éducation populaire, parce que si l'on prend les thématiques elles-mêmes, ce sont des thématiques qui sont depuis très longtemps sur la table de réflexion des acteurs associatifs. Les enjeux du renouvellement, de l'affermissement de la participation démocratique, sont à l'origine de la plupart des mouvements d'éducation populaire dès le XIXe siècle pour les plus anciens et posent des questions qui, en continu, ont amené à travailler d'abord les frontières de la rupture entre une période d'affermissement de la République ; ensuite, on a vu émerger des problématiques de participation de République sociale, puis de discussions autour de la participation locale, de démocratie participative. Donc la thématique est là, mais elle évolue dans le long terme. Je pense que de ce point de vue-là, quand on regarde l'histoire – et c'est un peu le rôle que j'aurai dans ce premier temps de parole –, il y a effectivement des transitions historiques de long terme qui sont à prendre en considération par rapport à l'histoire des mouvements.

Quand on regarde les questions d'environnement, c'est pareil. On a énormément de mouvements dans les textes fondateurs aussi bien que dans les différentes revues de réflexion autour de l'éducation populaire. Les réflexions autour de la nature, de la sauvegarde, de la protection, puis ensuite de l'environnement, puis ensuite de l'adaptation aux changements climatiques, nous ont amenés à cumuler toute une série de réflexions dans ces mouvements-là, qui constituent un peu aussi un « déjà là » à partir duquel les mouvements d'éducation populaire s'approprient ces enjeux de transition écologique aujourd'hui.

Sur le numérique, même si on peut avoir l'impression que c'est une problématique beaucoup plus récente, il me semble en réalité – et c'est quelque chose sur laquelle j'ai travaillé par le passé – que la manière dont les mouvements d'éducation populaire ont pu s'approprier les enjeux numériques a des racines dans des pratiques anciennes, d'au moins deux types en termes d'histoire des pratiques d'éducation populaire : tout ce qui s'est fait autour de la réflexion sur les médias, à la fois développer des médias en les expérimentant et développer un esprit critique sur l'usage de ces médias, aussi bien radio, films, puis vidéo, puis progressivement les nouvelles technologies et Internet ; et une autre tradition, qui est celle de la culture scientifique et technique, qui a aussi beaucoup alimenté les milieux de l'animation dans des dispositifs d'expérimentation, de découverte d'un certain nombre de dimensions techniques de ces enjeux-là. Je crois que c'est aussi en ayant en tête ces histoires-là que l'on comprend comment un certain nombre d'acteurs de l'éducation populaire ont eu à s'approprier ces enjeux du numérique au tournant des années 2000 et comment, peut-être aussi, des frictions sont nées des rencontres avec des gens qui s'approprièrent le numérique avec d'autres trajectoires. On y reviendra sûrement. Je pense que Laurent en parlera.

Dominique GARET

Merci pour cette mise en perspective. On ne se préoccupe pas de ces questions-là d'un seul coup uniquement parce que c'est dans la question des transitions et dans le vocabulaire officiel des gouvernants. Laurent, justement : de quoi parle-t-on lorsque l'on parle de transition numérique ? C'est une transition pour quoi ?

Laurent COSTY

Je vais commencer par une citation dont je ne vais pas, d'abord, vous donner les auteurs, mais vous donner la date. Elle a été relevée en 1998 et je vais vous demander de deviner qui étaient les auteurs :

« Les objectifs du modèle économique de la publicité ne correspondent pas systématiquement à une offre de qualité pour les utilisateurs de la recherche en ligne. Nous pensons que les moteurs de recherche financés par la publicité seront intrinsèquement biaisés en faveur des annonceurs et répondront bien moins aux besoins ».

Est-ce que des personnes ont une idée de qui a pu dire cela en 1998 ? On ne va pas consommer trop de temps. Ce sont les fondateurs de Google. Ceci pour vous dire que même peut-être les gens qui travaillent sur le numérique ne voient pas évoluer eux-mêmes la manière dont le numérique avance très vite. En pratiquement 20 ans, on a vu comment Google a consolidé sa position dominante sur le numérique.

C'était juste pour vous situer un peu comment nous, associations, nous nous retrouvons dans ce maelstrom, comment des outils produits par de telles entreprises sont mis à disposition gratuitement, puisque les moyens de ces entreprises sont colossaux, et comment nous, pour aller vers l'efficacité, pour aller vite, nous nous approprions ces outils, avec, évidemment, les dangers que nous connaissons. Nous y reviendrons.

De quel numérique parlons-nous ? Cela me semble essentiel. Je rejoins complètement Emmanuel sur l'analyse de la manière dont le numérique est arrivé dans les associations d'éducation populaire. Cette question de la critique de l'éducation aux médias, de la critique des médias, a d'abord été une première vague. Aux Ceméa, il y a eu cette deuxième vague, plus technique, mais de mon point de vue, c'est une erreur de considérer cela comme uniquement technique. Cela a été renvoyé à une question technique : quels outils je m'approprie ? C'est technique, cela ne concerne pas le conseil d'administration, ce n'est pas un choix politique, donc on évacue cela et on le laisse aux techniciens. C'est, je pense, fondamentalement, une erreur de l'éducation populaire que d'avoir laissé cette question technique de côté en considérant qu'elle n'était pas politique. C'est la raison pour laquelle, aux Ceméa et évidemment à l'April, nous défendons le fait que le logiciel libre est une condition nécessaire, mais évidemment insuffisante, pour aller vers du numérique bien plus éthique et respectueux des utilisateurs et des utilisatrices, des associations. Les principes qui sont portés par le logiciel libre sont très cohérents avec les principes portés par l'éducation populaire.

J'essaie d'observer, à ma petite échelle, pas en tant que chercheur, comment évolue l'éducation populaire depuis le début des années 2000. Dans tous les réseaux, finalement, cette question est portée par des personnes. Cela peut se situer à un échelon local dans un immense réseau, cela peut se situer à un échelon national où il peut y avoir une prise de conscience d'une personne qui révèle cette question-là comme politique, mais dans tous les réseaux, on finit par trouver quelqu'un qui a mesuré l'enjeu primordial pour son réseau que de porter cette question de manière un peu politique. Il faut savoir les repérer et il faut savoir les considérer, ce qui n'est pas toujours simple dans des réseaux qui peuvent être extrêmement importants, avec une vie institutionnelle lourde de par le nombre qui les compose.

Pour articuler avec l'éducation critique aux médias, je prends l'analogie des tuyaux. Très tôt, on s'est intéressé et on a critiqué ce que produisaient les tuyaux, on a soigné les gens qui pouvaient utiliser des choses produites par eux puis qui pouvaient être blessés, qui le vivaient mal. Mais il nous faut aussi articuler la question sur la manière dont nous choisissons les tuyaux en amont et dont nous corrigeons les tuyaux qui produisent du poison. Il faut vraiment articuler ces deux enjeux-là qui, de mon point de vue, ne sont pas encore suffisamment articulés dans nos associations d'éducation populaire. J'en reste là.

Dominique GARET

Merci Laurent. Les usages et les outils ne sont pas neutres. Une appropriation progressive dans les réseaux nationaux n'est pas toujours allée de soi. On peut, peut-être, souligner ce que tu viens d'évoquer.

Aurélien, pour l'histoire des foyers ruraux, puisque l'on est un peu sur cette tonalité historique de mise en perspective, la question environnementale est liée à la dimension agricole, mais cela ne concerne pas seulement les habitants des territoires ruraux qui ont des activités agricoles, on le voit de plus en plus aujourd'hui. Quels rapports en termes de transition environnementale pour les foyers ruraux, à ton niveau, mais aussi au niveau de la Fédération nationale ?

Aurélien BOUTET

Effectivement, je me suis repenché sur l'histoire pour interroger ce mot de transition et savoir si ces questions environnementales, écologiques, étaient nouvelles dans les réflexions et les actions des foyers ruraux. Je me suis donc repenché sur ce qui avait présidé à la création du mouvement des foyers ruraux.

Bref rappel historique : ce mouvement est créé en 1946 par François TANGUY-PRIGENT, qui est alors ministre socialiste du Général DE GAULLE, ancien résistant, ancien syndicaliste agricole, qui a un projet de transformation social et politique du monde rural. Celui-ci va forcément induire des ruptures institutionnelles et culturelles, mais pas seulement des ruptures, j'y reviendrai plus tard. Pour ce faire, l'idée est de mettre en place des lieux d'éducation populaire, avec l'éducation artistique, l'éducation civique, différents moyens qui vont permettre une émancipation sociale. L'objectif est que la population, notamment les classes populaires, puisse accéder aux postes à responsabilités dans les communes rurales. L'un des objectifs est d'accompagner la transition de l'époque, qui est la transition technique du monde agricole. Ces transformations et ces révolutions techniques vont avoir des conséquences sur les modes de vie du monde rural. Les foyers ruraux sont donc un mouvement lié à la terre dès l'origine. Petit à petit, à partir des années 60/70, le mouvement va plus s'orienter vers une dimension socio-culturelle, en développant des actions culturelles, des actions en direction de l'enfance-jeunesse... Ce mouvement joue alors, encore, un rôle important, notamment pour maintenir et développer des sociabilités dans des territoires qui sont marqués aujourd'hui par la désertification des services publics, le départ d'un certain nombre de commerces, voire la désindustrialisation dans certaines régions. Cependant, la question du lien avec l'agriculture a disparu petit à petit.

Le fait de reparler aujourd'hui de transition écologique refait le lien avec ces questions agricoles. On le voit en Seine-et-Marne : certaines initiatives renouent avec ce questionnement du rapport à la terre et à la consommation des produits, qui ne concerne pas seulement les ruraux. Pour terminer, cette réflexion sur des actions se développe depuis quelque temps autour de la transition écologique au sein de notre mouvement. Je pense, et c'est plutôt à titre personnel que la réflexion devrait tourner autour de la question de la ruralité. Plutôt que d'être dans une démarche qui consiste à accompagner des transformations que l'on subit, l'idée, à mon sens, serait de définir un projet politique, comme c'était le cas en 1946, qui définisse la ruralité que l'on souhaiterait voir advenir demain. Parce que si l'on ne définit pas ce projet politique – et quand je parle d'écologie, je ne parle pas seulement d'environnement, puisque l'écologie comprend une dimension démocratique, une dimension sociale et c'est aussi ce que nous défendons au sein des foyers ruraux –, si l'on ne définit pas la réalité que l'on veut, comment parler de transition, c'est-à-dire du point où l'on est vers où l'on souhaite aller ? A défaut, la transition risque de devenir, et je pense que c'est déjà un peu le cas, un mot-valise dont tout le monde s'empare et dont on se sait plus vraiment ce qu'il contient. On peut d'ailleurs y mettre différents contenus et l'on voit bien que différents mouvements politiques se sont emparés de ce mot « transition » avec des projets différents.

A mon sens, il faut savoir décrire quelle transition on veut, mais aussi peut-être des ruptures, mais aussi savoir regarder en arrière, j'y reviendrai tout à l'heure, parce qu'il y avait sans doute des pratiques et des politiques publiques plus écologiques que celles qui sont portées aujourd'hui.

Dominique GARET

Merci Aurélien. Après avoir regardé d'où nous venons et ce qui a ponctué les actions et le rythme de l'engagement au niveau de l'éducation populaire, avec Emmanuel BIOTEAU, qui me rappelait qu'être géographe est une posture, lorsque nous avons échangé en amont, son rapport à l'éducation populaire s'élargit à des travaux à l'échelle européenne... Est-ce que l'éducation populaire, qui est une dénomination française – on n'appelle pas cela ainsi dans d'autres pays, même francophones –, comment nos pratiques irriguent d'autres pays européens, quelles sont les questions qui les mobilisent, en lien avec nos thèmes d'aujourd'hui, est-ce qu'il y a une vision européenne partagée ?

Emmanuel BIOTEAU

Merci. Vaste question.

Dominique GARET

Nous identifions les questions sur lesquelles nous reprendrons du temps pour approfondir à la rentrée. Nous conservons cela en tête.

Emmanuel BIOTEAU

C'est une vraie question et je remercie les trois intervenants précédents, Aurélien en particulier, parce que cela a éliminé pas mal d'éléments à poser. Je voulais partir de ce thème-là, justement, cette dimension politique et, aujourd'hui, du terme peut-être de plus en plus galvaudé « transition », utilisé un peu à toutes les sauces et pour tous les objectifs.

Je vous propose de regarder, dans un laps de temps très court, ce qui se joue au niveau de l'Union européenne aujourd'hui. C'est quand même déterminant dans nos approches. Je ne vous apprendrai rien, tout le monde sait très bien quelles sont à peu près les orientations au niveau de l'Union européenne : on voit le terme de transition apparaître avec l'émergence du pilier 2 de la PAC, avec la confirmation et réformation des programmes Leader, en particulier avec Leader Plus. Ce terme transition finit donc par apparaître dans la littérature européenne aujourd'hui, mais en tant que projet politique, qui est un projet de transformation politique de la capacité à produire des ressources nouvelles au niveau européen. Cette question de l'évaluation des ressources produites réside principalement dans la plus-value financière telle qu'elle peut être engagée et amorcée.

Pour sortir de ce champ-là, si l'on regarde ce qui se joue au niveau de l'éducation populaire ailleurs, je vais prendre un fil centre-européen dans les cinq minutes qui me sont allouées. Je l'ai dit en préambule tout à l'heure : nous sommes là sur des pays qui ont vécu et qui affirment pour eux-mêmes une transition démocratique suite à l'effondrement des régimes socialistes communistes d'Europe centrale. Là-bas, la transition a consisté à faire fi du passé : on rase tout, on élimine tout. Je donne juste deux exemples.

Vous aviez, au niveau de la santé, un modèle que l'on appelle le modèle SEMACHKO, d'obédience socialiste soviétique, qui consistait à mettre en place un système pyramidal reposant sur un échelon de base, les dispensaires communaux, en accès libre pour la population : dans chaque commune, au moins un centre de soins infirmiers, une permanence médicale, permanente ou temporaire, était assurée. Ce modèle-là vole en éclats à partir des années 1990 pour être aujourd'hui, à grand renfort de politiques européennes, remis au goût du jour, avec une tentative de remise en place pour recréer de la proximité.

Deuxième élément, indicateur ou exemple, cette fois-ci sur des aspects plutôt environnementaux : vous aviez des systèmes de gestion des eaux fluviales ordonnés à l'échelle communale, puis à l'équivalent du

département et une coordination au national pour éviter les flux d'inondations. Tout cela vole en éclats à la fin du communisme. C'est aujourd'hui remis en place, encore une fois, ou on tente de le remettre en place, à grand renfort de subsides européens.

Finalement, si la transition consiste en un arrêt brutal de ce qui préexistait pour aller vers autre chose sans s'occuper ou se préoccuper de ce qui fonctionnait bien au préalable, dans ces cas-là, la transition, je pense que l'on s'accordera toutes et tous à le dire ici, n'est pas forcément le bon endroit ou la bonne direction.

Nous avons donc cet aspect transformatif à prendre en compte et si je viens, cette fois-ci, en centrant sur l'éducation populaire et des mouvements analogues, aujourd'hui, sur cette Europe centrale et orientale – je propose d'élargir ensuite très brièvement –, on voit se mettre en place des dynamiques portées par des collectifs qui sont dans le refus de toute forme institutionnelle d'organisation ou alors qui prennent appui sur des réseaux dits « de fondation », avec des obédiences plutôt liées à tel mouvement religieux ou à telle logique partisane. On voit se mettre en place, en de nombreux endroits, des initiatives que l'on pourrait dire proches de l'esprit initial du mouvement de l'éducation populaire et de ce qu'il a fait naître ici en France, qui vont se mobiliser – et j'insisterai sur ce terme-là durant toute la table ronde – derrière un projet. On n'a pas le cadre pour mettre en place, pour mettre en œuvre la dimension institutionnelle, on est sur des statuts d'organisations non gouvernementales, sans qu'il y ait de statuts particuliers, mais par contre, on voit des collectifs se mettre en œuvre pour porter un projet collectif, un projet citoyen et faire en sorte d'amorcer cette transition par le bas, à partir de l'existant et sur la base des besoins identifiés.

Si l'on sort de l'Europe centrale et orientale, je ne vous apprendrai rien : on a des mouvements à peu près analogues un peu partout en Europe, qui portent un autre nom – mais nous aurons aussi l'occasion de le questionner au travers des débats de l'IFMA –, qui vont être mis sous l'estampille société civile. Et si l'on regarde, aujourd'hui, les approches européennes remobilisées qui diffusent sur ces différents États – quand je dis « européennes », c'est au niveau de l'Union européenne – l'approche société civile, on revient à mon point de départ de tout à l'heure : elle est là pour s'assurer de la participation citoyenne dans le rôle du déploiement des politiques publiques ; elle n'est pas forcément là au titre d'outil de formation démocratique et à la citoyenneté.

Dominique GARET

Merci Emmanuel. Avec vos différentes interventions, la mise en perspective permet d'évoquer aussi que lors des prochaines rencontres où nous reprendrons ces aspects-là, il est possible de bénéficier de l'un des trois pieds du FONJEP, avec le PAJEP et l'ADAJEP, où il y a tout un travail sur ce qui a été produit par les différents mouvements d'éducation populaire. Les sources que l'on peut avoir sont un bon éclairage pour permettre d'abord des travaux de chercheurs, mais aussi pour nous situer par rapport à ces questions-là aujourd'hui.

Nous allons entrer dans un deuxième moment. Aujourd'hui, que faut-il faire pour être au rendez-vous des enjeux actuels ? Comment l'éducation populaire, collectivement, crée ou peut créer des espaces et des moyens pour accompagner la transformation de la société ? Comment être pro-actifs les uns et les autres et ne plus subir les changements, donc comment être en alternative de propositions ? Comment être au rendez-vous, à l'heure de ce qui est actuellement nommé les « transitions » ? À partir de ces questions, vous pouvez ouvrir des pistes de réflexion, sans pour autant les épuiser, puisque l'idée est qu'à partir de vos différentes pistes, nous puissions bâtir le déroulement des rendez-vous de l'automne.

Je vous propose de commencer par Laurent et Aurélien, avec les approches de chacun au niveau terrain et des engagements que vous pouvez avoir, puis les deux Emmanuel réagiront à partir de vos apports. Laurent COSTY.

Laurent COSTY

Vous l'aurez compris, mon dada, c'est le numérique éthique, le logiciel libre, mais je reste convaincu que c'est un lien absolument indispensable pour l'éducation populaire.

S'il doit y avoir des préconisations, l'un des premiers conseils que je donnerais, serait de bien regarder ce qui se fait déjà dans son réseau, parce que, comme on le disait tout à l'heure, il y a toujours, dans les réseaux, des gens qui ont la volonté de promouvoir un numérique plus éthique en concordance avec les principes de l'éducation populaire. Ils ont des compétences, des savoirs. Ils ne pourront bien évidemment pas tout résoudre dans votre réseau, mais ils pourront mettre en lien, consolider et donner de la matière aux administrateurs et aux administratrices pour prendre des décisions éclairées, ce qui me semble logique dans nos associations d'éducation populaire.

Je pense aussi qu'il y a un lien à faire avec la question des communs en général et, évidemment, des communs numériques. Les communs émergent depuis 2009 avec Elinor OSTROM, prix Nobel d'économie, qui leur a consacré sa vie. Si on prend leur définition, les communs sont une ressource à gérer, matérielle ou immatérielle, une communauté et des règles. Si je ne vous avais pas précisé que je parlais des communs, vous m'auriez dit : c'est une association. Oui, fondamentalement, le lien entre communs et associations est d'une grande évidence. Cette question me semble d'un grand intérêt à considérer : comment travaille-t-on le lien communs et associations, parce que pour moi, de fait, les associations sont des communs. Évidemment, il y a d'autres règles, qui vont exclure certaines associations, mais cette question-là doit être posée, je pense, dans des travaux futurs du PROJEP.

Avec le recul que nous avons désormais suite aux révélations SNOWDEN en juillet 2013, alors qu'avant, nous avions des soupçons sur les manipulations des populations et des démocraties, nous avons maintenant des certitudes et des preuves. Nous savons les effets pervers que cela peut avoir sur la démocratie. Nous avons donc cet impératif de faire la transition sur nos outils numériques pour le futur de nos associations, c'est-à-dire s'approprier des outils plus respectueux. Il y en a beaucoup, il faut faire l'effort d'aller vers eux et s'ils n'existent pas, il faut se mettre en commun, définir nos besoins et les développer ensemble, avec l'aide du secteur marchand, mais en étant aux commandes de ce que l'on souhaite exactement et en donnant des règles de conception.

Je vais prendre deux exemples pour essayer d'éclairer mes propos. Je ne sais pas si vous connaissez le réseau social Mastodon. C'est un réseau social alternatif, qui est sur des logiques décentralisées : il n'y a pas une personne qui aurait les manettes et pourrait décider d'exclure qui elle souhaiterait. C'est décentralisé. On revient un peu aux sources de l'utopie du numérique. Certains vous diront que la décentralisation va résoudre tous les problèmes d'Internet, mais c'est un peu plus compliqué que cela. En tout cas, la décentralisation va permettre de remettre encore une fois les questions de gouvernance au centre du jeu. Chacun peut mettre en place son instance Mastodon, l'allier avec les autres, définir ses propres règles et l'administrer comme une association, comme, au niveau local, une MJC, un centre social ou des foyers ruraux. Il faut donc que nous observions tous ces outils, afin de voir comment se les approprier. Cela demande du temps et de l'énergie, mais cela me semble extrêmement important.

Je vais citer une association qui est, justement, à l'intersection de cette question du numérique et de l'éducation populaire, puisqu'elle a demandé l'agrément éducation populaire il y a maintenant une dizaine d'années : c'est Framasoft. Vous en avez certainement entendu parler. C'est une association qui promeut ce type d'outils et qui met en place des solutions pour que les associations puissent aller vers des alternatives. Très longtemps, les libristes ont dit : « Allez vers le libre, c'est merveilleux et en plus c'est gratuit » - je ne vais pas, par manque de temps, vous expliquer la différence entre libre et gratuit, parce qu'il y en a une, sauf que les gens n'ont pas été accompagnés, il n'y avait pas d'alternatives, donc

forcément, les associations ont été vaccinées. Il y a donc aussi tout un travail pour accompagner et former les associations.

Je ne vais pas être plus long, mais je souhaitais préciser ces éléments.

Dominique GARET

Merci. Deux ou trois points sur lesquels nous avons noté que ce serait à reprendre, y compris le dernier, peut-être bien revenir sur la différence entre libre et gratuit : ce sera sur la rencontre de l'automne.

Aurélien, sur cette même approche : tu nous rappelais que l'émergence de la question environnementale au sein des foyers ruraux n'était pas forcément récente ; l'approche écologique est-elle plus récente, en particulier dans l'interaction entre les différents habitants des territoires ruraux ? Est-ce une approche de certains groupes, est-ce une approche individuelle ? On entendait, sur le numérique, que des gens étaient des porteurs d'alertes et de mobilisation. Comment aller, finalement, vers une approche plus collective et politique ?

Aurélien BOUTET

Je vous rassure – je ne sais pas si ce sera le cas –, nous ne sommes pas en train de vivre un mouvement de révolution écologique au sein du mouvement des foyers ruraux ou dans la ruralité en général. Mais des initiatives existent, qu'elles soient très locales ou, parfois, à plus large échelle.

Je voulais intervenir sur la question qui se pose à nous tous : comment fait-on pour interpeller la population sur ces questions écologiques, comment crée-t-on des prises de conscience, comment amène-t-on les gens à l'action pour travailler à cette transformation ? Parce que si l'on vise une transformation de la société et que l'on veut éviter que l'écologie se fasse par le haut, avec des lois qui s'imposent de manière coercitive à la population, pour que les gens aient une réelle prise de conscience pour être acteurs de cette transformation, il faut faire ce travail d'éducation populaire.

Je vais vous parler de ce que nous essayons de faire, modestement, sur notre territoire et peut-être de ce qui se fait dans d'autres territoires ruraux en France. A mon avis, et c'est ce que nous tentons de faire, il faut essayer d'articuler la question individuelle – c'est très en vogue aujourd'hui, les pratiques individuelles : on nous explique que l'on va résoudre les problèmes à travers les pratiques individuelles telles que le tri, qui sont importantes mais insuffisantes – et une approche qui vise à soutenir, susciter des actions locales, voire micro-locales, ainsi qu'une approche plus globale. C'est ce travail permanent qui consiste à faire se rencontrer ce que l'on appelle les « savoirs chauds », issus de l'expérience du terrain, et les « savoirs froids », les savoirs théoriques. C'est en cela que consiste, à mon sens, l'éducation populaire.

En Seine-et-Marne, nous essayons d'intervenir sur deux niveaux. Tout d'abord, une sensibilisation des individus à travers des formations en direction des jeunes, notamment, des formations BAFA dans lesquelles nous intégrons ces questions-là ; ce que nous pouvons faire, aussi, à travers les séjours, les colonies de vacances, à travers la sensibilisation à d'autres modes de production et de consommation agricoles ; et puis, une action plus collective, qui vise à identifier, soutenir et accompagner des initiatives des collectifs d'habitants ou d'associations sur les territoires et de les mettre en réseau. Nous cherchons à lier ces deux axes et à alimenter une réflexion plus globale à travers des débats, des rencontres. J'insiste sur ce point, parce qu'on ne peut pas rester sur l'idée que l'on va tout changer en mettant bout à bout les actions locales : la question écologique étant une question politique, il faut la prendre dans toute sa globalité, y compris dans les transformations globales et en termes de politiques publiques qui sont nécessaires.

Pourquoi accompagnons-nous des initiatives locales et de quels types d'initiatives s'agit-il? Je reviens sur ce que je disais sur la nécessité de s'inspirer du passé et sur la question de l'échelle d'action. Pour nous, l'échelle d'action qui peut permettre d'être un moteur de la transformation est le niveau local et nous accordons toujours une place importante à la proximité. Les foyers ruraux sont des lieux de proximité. Nous avons donc besoin de ces lieux de proximité et nous accompagnons des lieux, notamment des cafés associatifs qui se créent en milieu rural, avec des gens qui portent des initiatives qui n'en font pas uniquement des lieux d'activités, mais des lieux où inventer de nouvelles pratiques, des lieux de rencontres pour la population, pour réfléchir, échanger... C'est là que l'on peut faire le lien entre la crise démocratique et la crise écologique. À mon sens, pour résoudre la crise démocratique, il faut des lieux de proximité qui favorisent la rencontre, le débat, la prise de parole des habitants, des lieux de proximité qui permettent de réduire les déplacements pour des activités sportives ou culturelles, partant du principe que ce travail d'éducation populaire ne peut se faire que si les gens se rencontrent et se parlent.

Je pourrai revenir ensuite en détail sur les actions qui peuvent être portées par les uns et les autres. Maintenir ces lieux aujourd'hui et en créer de nouveaux est clairement un acte de résistance à certains endroits, parce que l'on ne va pas dans ce sens-là, justement : les politiques publiques n'incitent pas à cela.

Pour terminer, deux choses que je voulais préciser sur la démarche pédagogique sur ces questions écologiques. Pour moi, il y a deux écueils à éviter. Souvent, lorsque l'on veut sensibiliser les gens à l'écologie, certains acteurs tombent dans une démarche moralisatrice, qui consiste à dire quelles sont les bonnes pratiques, les bonnes manières de vivre et à essayer d'en convaincre le reste de la population. Nous sommes plutôt dans l'idée que des actions existent, qu'il faut les valoriser, qu'elles parlent d'elles-mêmes et donnent envie aux gens d'agir, créant ainsi de la conscientisation. Il faut aussi faire confiance aux gens et à leur intelligence. Le deuxième écueil est ce que je disais tout à l'heure : l'idée que les initiatives locales, ces petits riens mis bout à bout, pour paraphraser Gainsbourg, pourront faire une révolution. À l'inverse, je pense que des politiques publiques sont à inventer et que, localement, les associations et les acteurs ont aussi un rôle à jouer pour transformer ces politiques.

Dominique GARET

Plusieurs entrées à approfondir ultérieurement lors de cette table ronde, mais surtout à la rentrée, dont une chose en particulier : le glissement dans le vocabulaire, le fait que l'on a nommé les choses « environnement » au départ et que l'on se réfère maintenant beaucoup plus à une approche écologique, dans sa conception et son impact politique.

Emmanuel BIOTEAU. Nous allons continuer le tour d'horizon des territoires. Comment, aujourd'hui, des réponses permettent-elles à différents acteurs qui se réfèrent, explicitement ou non, à l'éducation populaire d'être au rendez-vous de ces enjeux?

Emmanuel BIOTEAU

Les réponses à ces questions peuvent prendre des aspects multiples. Il serait impossible d'établir une liste à la Prévert de l'ensemble des initiatives locales, hyper-locales, tu as utilisé le terme tout à l'heure, qui fonctionnent. C'est là, à mon avis, qu'il faut que l'on puisse porter une réponse collective. Je dis « on » : je prends volontairement la casquette d'universitaire ici, c'est là-dessus que je veux aller.

Il faut que l'on sorte du registre, tu le disais tout à l'heure, des bonnes pratiques, sous-entendu moins bonnes pratiques et mauvaises pratiques, donc du registre d'une valeur attendue et que l'on regarde tout simplement la valeur produite, qui est de différents niveaux, en partant dès le départ du point de vue qui consiste à se dire : il n'y a pas de bonne ou de mauvaise action, il n'y a que des actions. Si les gens mettent en place quelque chose, quelque part, c'est qu'ils y croient. À partir de là, regardons

comment cette dynamique qui a pu être mise en œuvre, à la fois apporte des éléments de réponse à l'échelle du territoire, comment ces éléments de réponse sont utilisés et remobilisés par d'autres. Là, il y a un premier chantier : contribuer à l'identification de cette valeur ajoutée de ces différentes initiatives. Si elles sont nées quelque part, c'est qu'elles avaient une raison d'être dans ce quelque part. Quand bien même cela ne concernerait que 1 % de la population, on s'en fiche, c'est qu'elles ont une raison d'être. C'est le premier critère.

Le deuxième critère est de se dire que, finalement, à partir des différents projets associatifs, à partir des différents projets de territoires – et je reviendrai sur cette question des projets de territoires juste après –, comment faire pour accompagner ces initiatives, pour qu'elles puissent trouver des relais, des ressorts, puisque l'on sait très bien que dans la durée de vie d'un projet, en particulier associatif, dans son émergence, on a un laps de temps de deux, trois, quatre années grand maximum pour pouvoir mettre les choses en place. C'est là, je pense, que les organisations ont un rôle à jouer. Et elles ont un rôle à jouer à la fois en tant que soutien, support, à travers l'outil de formation et l'outil d'accompagnement, qui peuvent prendre différentes formes, mais également en tant que lieu de formation au bénévolat et à cette dynamique de l'investissement à l'engagement.

J'en viens aux projets de territoires. De facto, si l'on reste sur cette échelle locale ou hyper-locale, le projet ne peut pas être uniquement celui de quelques-uns regroupés entre eux, dérive que l'on pourra nommer « communautariste de l'entre-soi », mais il doit être communautaire au sens le plus noble du terme, c'est-à-dire qu'il doit impliquer toutes les parties. C'est pourquoi, je l'évoquais en préambule, dans mes travaux personnels et avec quelques autres, on bascule de l'ESS vers les solidarités. L'ESS n'a pas l'apanage des solidarités, on le sait toutes et tous. À l'inverse, on peut parfois trouver dans l'ESS des choses qui nous interrogent sur les solidarités. Mais de la même manière, « solidarités », on ne peut pas le définir a priori. C'est un processus. Dans ce processus de construction, voyons quels sont les différentes étapes, les différents jalons sur lesquels nous pouvons agir. Je crois que c'est l'un des ressorts essentiels de l'éducation populaire : je passe du local au niveau national. Je rejoins ce qui a été dit tout à l'heure : ce ne peut pas être la somme de petits bouts. Par contre, il nous faut identifier ce qui, dans ces différents petits bouts, va construire un modèle. Cela peut faire sens au niveau national. Entre les deux, il y a peut-être un autre rôle à jouer pour l'ESS et en particulier les organisations d'éducation populaire. Il y a cet échelon mezzo, cet intermédiaire : on ne va pas passer directement du local au national. Or aujourd'hui, du point de vue du géographe qui est le mien, c'est cet échelon intermédiaire mezzo qui est le plus mis en danger dans les politiques publiques et dans les actes de décentralisation, mais également dans la structuration des différents réseaux, quels qu'ils soient. Il faut des relais intermédiaires et, à ce niveau-là, on pourra engager des actions de mise en dialogue avec des échelons territoriaux intermédiaires qui, aujourd'hui, sont en train de prendre toute leur importance. Et je ne dis pas cela en arrivant du Maine-et-Loire, où l'on connaît des fusions municipales et intercommunales à échelle géante, mais cela a quand même une influence.

Dernier petit point, si je peux me permettre : il faut aussi que tout cela irrigue les formations que nous conduisons en tant qu'universitaires. Je disais tout à l'heure, vous l'avez repris, que pour moi, être géographe est une posture ou une façon d'appréhender les choses. Ce n'est pas un métier. Et je dirai la même chose pour toutes les autres disciplines imaginables. Les métiers et les approches que nous pouvons proposer sont dans l'interdisciplinarité, une interdisciplinarité qui n'est pas réservée au cercle universitaire, mais qui se co-nourrit avec l'apport du terrain, c'est-à-dire les savoirs expérientiels, les savoirs situationnels. L'adaptation des projets aux réalités du terrain, c'est un savoir que nous ne pouvons pas amener, nous, dans les facs. Et inversement, ce savoir qui est produit dans les facs, ce savoir d'autre chose, il doit être ramené au terrain pour éviter de refaire la même bêtise ici que ce qui a été produit ailleurs. Nous le savons toutes et tous, mais nous l'oublions lorsque nous mettons les choses en action.

Dominique GARET

Il y a avait plusieurs aspects soulignés, mais l'une des dimensions est l'importance de la mise en réseau, l'importance du travail qui permet de passer du local au national, et comment les systèmes d'acteurs sont accompagnés et soutenus dans cette démarche-là. Je pense que ces thèmes peuvent être travaillés pour alimenter la prospective pour le FONJEP, qui peut s'interroger sur les suggestions et les idées à avoir pour soutenir tel ou tel type de pratique à développer.

Emmanuel BIOTEAU

Au risque, sinon, de n'avoir que des micro-transitions à l'échelle locale. Il faut que cela puisse diffuser.

Dominique GARET

Emmanuel PORTE, quel regard avez-vous sur ces trois éclairages ?

Emmanuel PORTE

Je vais un peu rebondir sur ce qui a été dit. Ce qui me semble intéressant, par rapport aux évolutions historiques que j'évoquais tout à l'heure, c'est que même quand on regarde sur le très long terme la capacité des organisations à s'approprier une thématique, un enjeu, une transition, une rupture, qu'elle soit politique, sociale, à une période donnée, elle n'est pas tellement répartie dans l'éducation populaire. Cela dépend des structures, des territoires, des thématiques sur lesquelles on investit son projet associatif. Il me semble que ce qui est intéressant, c'est de regarder, hier comme aujourd'hui, ce qui permet ou non d'être réactif par rapport à ces enjeux-là.

Évidemment, l'une des premières capacités qui est souvent déterminante est celle qu'évoquait tout à l'heure Laurent : la capacité d'identification du « déjà là ». Je pourrais reprendre, si j'en avais le temps, des exemples très détaillés sur le numérique. Il y a un « déjà là » très important dans les pratiques numériques des acteurs de l'éducation populaire. La question est : comment passe-t-on de ce « déjà là », qui est de l'expérience personnelle, locale, de la compétence dans son coin, à une compétence partagée, à des dispositifs de formation, à des structures, à des mises en réseau qui permettent de passer à l'échelle et d'opérer, de passer de transitions à un niveau individuel à des ruptures dans les organisations qui produisent des effets sur le long terme, une fois que les individus concernés sont partis ?

Le deuxième type de capacités à développer et à identifier est évidemment les capacités de prospective, sur lesquelles vous vous proposez de vous pencher au FONJEP, mais une prospective qui ne peut pas se résumer à entendre des connaissances académiques et essayer de se les approprier ou, à l'inverse, les faire entendre au monde académique. Je rebondis un peu sur la table ronde de ce matin et sur ce que tu viens de dire : il me semble que l'un des enjeux qui est aujourd'hui devant tous les réseaux et les structures est de se dire que l'on a des expériences historiques qui relèvent de la recherche action, la recherche intervention, il y a des modèles aussi au Québec, en Belgique, avec lesquels il y a eu beaucoup de discussions, il y a des expériences capitalisées et des documentations qui sont disponibles. Il y a des expériences plus nouvelles qui sont la montée en puissance des sciences et recherches participatives au sens large, de l'open data, de l'open science, dans lesquels on a l'impression que les nouveaux mots donnent de nouvelles pratiques de A à Z. C'est vrai pour certains collègues qui sont dans le monde académique, cela opère des ruptures professionnelles au sein du monde académique, mais il y a aussi des traditions associatives qui se coltinent depuis très longtemps à ces questions de la participation massive des amateurs, par exemple, à la constitution d'une base de données ornithologiques. C'est un « déjà là » historique du champ associatif. Par contre, c'est le rapport à la recherche dans la constitution de ces bases qui s'est transformé. Je pense qu'aujourd'hui, il faut absolument développer dans les structures associatives – et, en particulier, comme le disait Yannick BLANC ce matin, dans celles de l'éducation populaire, où il y a peut-être un coup d'avance par la capacité rapide à travailler en collectif et à mettre en réseau des acteurs à l'échelle territoriale – ces capacités de montée en compétences sur

les questions de recherche, parce qu'elles nourrissent la capacité de prospective et elles nourrissent en retour le troisième élément que je voulais aborder, c'est-à-dire les capacités d'adaptation.

Les capacités d'adaptation sont des manières de faire, mais aussi des manières d'expérimenter. On le voit dans la rapidité avec laquelle on réussit à changer le rapport à son public, à ses adhérents, à son territoire d'intervention, aux stratégies d'alliance que l'on peut mettre en place avec des acteurs au niveau local. C'est un peu ce que tu disais tout à l'heure quand tu parlais du lien entre communs et associations, le fait de faire des choses ensemble : à un moment donné, on voit qu'il y a des connexions qui sont très fortes. Mais il faut vraiment mettre cela au travail. Qu'est-ce que cela fait, par exemple, dans le monde du numérique, de passer d'un vocabulaire qui est celui de la communauté et des contributeurs, que l'on substitue à celui des adhérents et des bénévoles? On ne le substitue pas complètement, puisqu'à l'April, il y a des adhérents et des bénévoles, mais il y a aussi une communauté et il y a aussi des contributeurs. Ce qui est intéressant, finalement, c'est l'hybridation de ces modèles, de ce modèle associatif ancien et de ces modèles issus du numérique qui proposent de déterminer la contribution au-delà des frontières de l'association elle-même intégrée dans des réseaux d'acteurs très souvent localisés.

Dominique GARET

Merci Emmanuel. Je ne rebondis pas sur les différentes interventions. Nous avons maintenant six ou sept minutes pour que vous ayez la parole, ici, dans la salle, des réactions, des questions, des suggestions d'approfondissement à reprendre à la fin de l'année. Il y a également une collecte des réactions des internautes.

Intervention de la salle

Bonjour, Denis TRICOIRE, de la Fédération des centres sociaux. Merci pour vos interventions. J'ai particulièrement apprécié le lien que vous faites entre technique politique, entre accompagnement et action. C'est sur cette dimension-là que je souhaitais insister. On voit aujourd'hui que la politique publique peut nous pousser, nous acteurs de l'éducation populaire qui sommes en proximité avec les habitantes et les habitants, à accompagner les personnes et les territoires pour que ces transitions, ces transformations profondes de société en matière numérique, écologique, démocratique, se passent le moins mal possible et que l'on se retrouve avec le moins de gens sur le bord de la route. Je pense que nous avons évidemment un rôle là-dessus. Mais notre enjeu n'est pas là. C'est ce que vous avez pointé : notre enjeu est de pouvoir agir sur les transitions avec les personnes, avec les habitantes et les habitants. L'exercice est compliqué, mais l'exemple de Laurent autour du numérique et ce qu'il évoquait autour de la question du libre est quelque chose d'intéressant. Nous avons un enjeu aujourd'hui en matière de numérique, en matière de dématérialisation, à faire en sorte de ne pas seulement subir, mais reprendre un peu la main sur ce qui est en train de se passer dans cette société. C'est la même sur les questions écologiques et démocratiques, où là aussi, je pense qu'il faut que nous allions encore plus fort dans la mise en valeur de notre savoir-faire, qui date déjà de beaucoup d'années, sur notre capacité à mettre en place, à renouveler, des formes d'expression, des formes de coopération entre des habitants avec des collectivités, des élus, etc. qui montrent que nous pouvons agir sur ces transitions, ces transformations démocratiques qui sont en cours. Nous l'expérimentons dans le réseau des centres sociaux à travers différentes démarches, dont actuellement des banquets citoyens. Je sais que tout le monde le fait et le travaille. Cela me paraît absolument essentiel. Nous avons un enjeu à ce que l'ensemble de ces micro-initiatives, qui se passent un peu partout dans les territoires – ce sont peut-être nos strates et nos enjeux aussi à l'échelle locale, départementale et nationale – à faire en sorte que ce ne soit pas juste une juxtaposition, mais quelque chose que nous portons de manière forte dans nos propres réseaux, en inter-réseaux, pour être en capacité de faire bouger la politique publique sur ces questions-là également.

Dominique GARET

Merci. Un positionnement, donc, effectivement, qui apporte cet éclairage et alerte sur des alliances du travail en inter-réseaux. Sans doute, au niveau FONJEP, en lien avec le CNAJEP et d'autres acteurs, des choses pourront-elles encore être renforcées.

Une autre intervention ?

Intervention de la salle

Merci. Jean-Baptiste JOBIN, je travaille au CAC, le Collectif des Associations Citoyennes. J'avais une remarque et deux questions en lien avec la prospective et la recherche que l'on pourrait développer au sein du FONJEP.

La première remarque est de rebondir sur l'intervention d'Emmanuel, qui disait qu'il était quasiment impossible d'établir une liste des initiatives au niveau local. En fait, si. C'est ce à quoi nous nous employons au sein du Transiscope, un commun numérique que nous avons monté à plusieurs. Quand on se regroupe avec Alternatiba, les Colibris, le Collectif des Associations Citoyennes, le Cril, le Mouvement pour l'économie solidaire, etc., et que l'on emploie les méthodes du logiciel libre et de l'éducation populaire, on arrive quand même à des choses assez probantes, qui peuvent alimenter la manière dont on construit des modèles, dont on pense et dont on contribue à des politiques publiques.

D'ailleurs, juste une parenthèse sur ces enjeux autour de l'éducation populaire et du libre. Tu parlais de Framasoft. On peut parler du réseau CHATONS. Il y a le dispositif Emancip'Asso, qui paraît extrêmement important, qui est lancé et qui sera d'ailleurs présenté à l'université du CAC, à laquelle je vous invite tous, à Lille, du 5 au 7 juillet.

Les deux questions. J'ai beaucoup aimé la manière dont Aurélien faisait le lien entre enjeux écologiques et enjeux politiques avec les cafés. C'était très tangible. J'ai pensé à quelque chose. Le groupe SOS, il y a quelque temps, a lancé avec tambours et trompettes l'opération « 1 000 cafés en milieu rural ». On allait voir ce que l'on allait voir et je n'ai pas l'impression que l'on ait vu grand-chose, comme souvent. Je me demandais donc si nous étions en capacité de bien définir la différence entre les cafés portés par exemple au sein de la Fédération des foyers ruraux de Seine-et-Marne – quel modèle, quelle approche ? – et ceux qui étaient proposés par le groupe SOS. Sinon, est-ce que ce n'est pas un objet de travail, de caractérisation et de description qui attend ceux qui vont s'atteler à la recherche dans le cadre du projet, par exemple ?

Deuxième question. J'ai beaucoup aimé ce rapprochement entre communs et associations, disant que de facto, les associations sont des communs. Malheureusement, c'est plus compliqué que cela. Je voulais suggérer aussi une question de recherche : dans quelle mesure peut-on considérer qu'une association est un commun ?

Dominique GARET

Merci. Deux questions, dont une particulièrement à Aurélien : est-ce qu'un café peut en cacher un autre ? Et l'autre question sur les communs sur laquelle il faudra rebondir. Dans les réponses, on n'épuise pas, puisque c'est plutôt une invitation à la manière dont on reprendra ces questions-là à la rentrée. Aurélien, puis nous reprendrons peut-être une autre question après.

Aurélien BOUTET

Pour répondre sur les cafés, dès que nous avons commencé à travailler sur l'accompagnement de ces initiatives, nous nous sommes très rapidement posé la question : un café associatif dans une démarche d'éducation populaire, qu'est-ce que c'est ? Un café associatif qui se veut un lieu d'éducation populaire, qu'est-ce que c'est ? Nous avons donc travaillé à définir cela. Quand on accompagne les habitants qui veulent créer un café, tout de suite, on pose ces questions-là sur la philosophie du projet. Par rapport à

l'autre projet dont tu parlais, je pense que la grosse différence est que c'est porté par les habitants, dans une démarche ascendante. C'est la première chose. Quand on intervient, quand on anime des débats, on insiste et on met les pieds dans le plat sur les raisons qui conduisent à monter le projet. Dans un débat mouvant, souvent, un café associatif est un moyen de changer le monde. Tout le monde se positionne sur la raison de la question et sur l'échelle du monde : est-ce notre monde autour de nous, le monde plus largement ? On travaille donc cette question-là et je ne crois pas que le projet des 1 000 cafés travaille autour de ces questions. Il est plus dans un apport de solutions au monde rural face aux cafés qui meurent, avec des solutions clefs en main pour les faire revivre. Ce n'est pas du tout la démarche que je décrivais tout à l'heure.

Laurent COSTY

Pour la question qui m'a été posée, c'était aussi une question que je m'étais moi-même posée, que j'avais soumise sur une liste qui s'appelle « En communs », où il n'y a pas mal de chercheurs qui travaillent sur les communs, les communs numériques, etc. Benjamin CORIAT participe, contribue. C'est la raison pour laquelle j'ai émis une petite réserve tout à l'heure quand j'ai fait le parallèle. J'ai grossi le trait. Mais je pense que c'est une vraie question de recherche, qui peut aussi permettre de valoriser toute la question associative. C'était la question qui était posée tout à l'heure en introduction : comment continue-t-on à mettre en évidence tout ce travail des associations ? Je converge avec la pertinence de trouver des réponses à cette question.

Dominique GARET

Emmanuel ?

Emmanuel PORTE

Ce n'est pas une réponse, c'est un ajout qui va dans ce sens. Quand j'ai travaillé sur les liens entre éducation populaire et numérique, à travers en partie d'initiatives qui relèvent du monde du libre, ce qui m'a frappé, c'est que l'on se rend compte que la plupart du temps, à la fois les logiciels libres et les communs deviennent des référentiels de l'action collective. On discute beaucoup moins des méthodes pédagogiques, comme on pouvait le faire dans les associations d'éducation populaire auparavant à l'occasion de ces choses-là. Ces horizons-là sont, en réalité, les horizons politiques de l'association. Il y a d'ailleurs un certain nombre de travaux de recherche qui ont montré, ces dernières années, que c'est le débat autour de l'horizon politique, de l'implication politique, de la place de la projection de l'association dans ces transitions, aussi bien environnementales que numériques, qui constitue aujourd'hui l'horizon politique de discussion dans les associations, beaucoup plus que l'horizon pédagogique lui-même, avec des gens qui s'écharperaient dans des motions de congrès sur des références à tel ou tel pédagogue, comme cela a pu être le cas dans le passé. Il est important aussi de prendre en compte ce changement de référentiel. On ne met peut-être plus en musique l'action associative pour les mêmes horizons que par le passé, ce qui ne veut pas dire qu'on n'en a pas gardé quelque chose dans les pratiques d'animation du collectif et dans les pratiques pédagogiques elles-mêmes.

Dominique GARET

Est-ce qu'il y a des questions ?

Intervention de la salle

C'est plus une réflexion que je propose à l'assemblée sur la transition numérique, parce qu'il y a bien une transition, je pense. Il me semble qu'il y a un aspect que nous n'avons pas évoqué : celui des influenceurs et de leurs followers. J'ai l'impression que l'éducation, aujourd'hui, se fait sur TikTok, sur les réseaux sociaux, par des influenceurs dont je ne suis pas sûr que la démarche soit une démarche d'éducation populaire. Et je n'ai pas tellement l'impression, pour faire une séquence d'auto-critique, que l'éducation populaire ait vraiment pris à bras le corps cet élément.

Autre élément sur la transition numérique : nous sommes quand même dans une transformation profonde de notre monde, qui se virtualise, qui se numérise, qui change profondément nos rapports à l'autre, qui a, pour moi, un rapport anthropologique dans le lien à notre planète, à la Terre, au fait d'être terriens. À partir du moment où l'on est dans le monde virtuel, on n'est plus vraiment terrien. J'en viens à la transition écologique. Je pense que nous sommes déjà grillés sur la transition écologique. Les jeunes n'ont pas attendu les organisations d'éducation populaire pour s'organiser, pour manifester et pour demander à ce que l'on agisse vite et fort. D'ailleurs, je ne suis pas sûr que ces jeunes militants attendent d'être dans la concertation. Ils ont plutôt envie que l'on impose, que l'on mette des normes. J'ai un peu ce sentiment-là. Et des orientations sont quand même prises : en France, on vise le zéro carbone en 2050, il y a toute une série de normes qui s'imposent et qui ne sont pas obligatoirement dans la délibération. La question que je me pose par rapport à tout cela – il y a une urgence climatique, on ne peut pas la contester – est : comment peut-on faire cette transition et comment la manière dont on le fait ne vient pas remettre en cause ce que l'on défend dans l'éducation populaire, c'est-à-dire l'émancipation, la réalisation de soi, etc.

Intervention de la salle

Peut-être deux petites choses sur tout l'intérêt partagé pour les communs dans les associations, si je pose ma casquette FONJEP et que je prends celle des Maisons des Jeunes et de la Culture. Une Maison des Jeunes et de la Culture, c'est un commun, mais à condition de bien travailler en termes d'éducation populaire. On se posait la question de savoir quels étaient les critères. Si, effectivement, ce sont une ressource, des règles et une gouvernance, à un moment, comment est-on bien en capacité de faire en sorte que l'ensemble de la population qui forme cette communauté soit bien en capacité de délibérer sur les objets ? Je pense que cela pose aussi autrement le fonctionnement associatif, les règles de la délibération. C'est un magnifique outil à travailler. La ressource est intéressante aussi. Souvent, nos éducations d'éducation populaire, celles qui sont un peu professionnalisées, qui bénéficient de moyens publics, sont des associations « riches » par rapport à d'autres tissus associatifs. Et ces ressources dont on dispose, comment, là aussi, en fait-on bénéficier la communauté ? Je pense que ces questions-là sont extrêmement intéressantes à travailler, Emmanuel le disait, et aujourd'hui, elles nous agitent un peu plus effectivement que les méthodes pédagogiques, même si chez nous, on n'a jamais vraiment été des pédagogistes, donc c'est moins le sujet.

Une deuxième réaction aux propos d'Emmanuel BIOTEAU. Nous avons une dimension culturelle très forte dans notre projet et nous savons bien que la création culturelle amène avant tout de la contrainte. Vous disiez tout à l'heure que si l'initiative existe, on considère qu'elle est légitime, on regarde comment elle se développe, on l'accompagne. Mais est-ce que l'on n'a pas aussi intérêt à assumer collectivement, dans nos réseaux et dans nos associations d'éducation populaire, de se donner des contraintes qui sont liées – et je pense plus particulièrement à la transition écologique – et de tirer le fil de nos projets à l'aune de ces contraintes ? Si je prends des questions qui se posent aussi au secteur du spectacle vivant : c'est quoi une création théâtrale low-tech, à faible consommation d'énergie, qui respecterait tout un fil ? Et c'est tout aussi créatif à un moment que des tas d'autres contraintes dont est né le théâtre. Mais sommes-nous en capacité d'aller au bout de cette cohérence ? Le deuxième aspect, par rapport à cela, est que l'on peut aussi prendre du plaisir. L'élément extrêmement difficile là-dedans est que personne n'aime se voir imposer des choses. Mais si l'on arrive à être dans une démarche un peu créative, à partir de ces contraintes, est-ce que ce n'est pas un chemin pour l'éducation populaire ?

Dominique GARET

Avant de vous repasser la parole pour rebondir sur les différentes interventions, nous sommes entrés dans le troisième moment que nous nous étions donné. Comment tout ce que nous avons évoqué oblige les associations JEP à se positionner ? Que fait-on, y compris de nos contradictions, dont quelques-unes ont été évoquées, y compris d'absence d'anticipation ? Guillaume évoquait la question des

influenceurs : comment est-on présent d'une autre manière que pour proposer une alternative sur des réseaux? Il peut également y avoir des freins. Comment, finalement, les AJEP contribuent-elles à de nouvelles pratiques sur leurs territoires, y compris si l'on étend la notion de territoire au territoire virtuel, qui est aujourd'hui très présent?

Emmanuel PORTE, à partir des interventions qu'il y a eu.

Emmanuel PORTE

Ce que vous avez posé comme question ou remarques me donne envie d'illustrer un peu plus concrètement ce qui me semble être le « déjà là » que j'évoquais tout à l'heure des ruptures qui se sont opérées dans le vaste écosystème des acteurs de l'éducation populaire qui, de mon point de vue, a une grande qualité : offrir à des gens la possibilité d'expérimenter des choses dans le champ professionnel qui sont parfois difficiles à expérimenter dans d'autres cadres. C'est le cas, en général, du champ associatif, mais je crois qu'à l'intérieur du champ associatif, les structures d'éducation populaire offrent une capacité d'expérimentation à un professionnel, y compris à des gens dans leurs parcours peu diplômés, qui sont intéressantes. Le numérique, très récemment, est un espace d'observation très intéressant de cela.

Je prends un exemple. J'ai vu, à différents endroits en France, des animateurs en MJC, en centre social, peu importe la structure, qui s'emparent de ces enjeux numériques et qui disent : j'ai un groupe de jeunes et j'ai un lieu. Ces jeunes habitent dans le territoire, que l'on soit en territoire rural ou dans un quartier populaire. Je sais que leur caractéristique commune, au-delà des caractéristiques sociales, de ce qu'on leur propose comme activités, est de tous avoir un smartphone dans la poche. Je vais essayer de m'appuyer là-dessus pour leur proposer de faire une série de photos de choses qui leur semblent significatives de leur rapport au lieu qu'ils habitent, entre chez eux et l'espace que nous partageons, donc une MJC, par exemple. Arrivé sur place, on regarde ces photos ensemble, on leur fait comprendre qu'en réalité, alors qu'un certain nombre d'entre eux l'ignoraient, elles sont toutes géolocalisées, qu'on peut les remettre sur une carte parce qu'on utilise des outils comme Open Street Map, qui permettent de faire de la cartographie collaborative, et qu'ils ont donc le droit de créer des cartes. On leur montre que ces photos, par ailleurs, peuvent être utilisées pour venir illustrer les pages Wikipédia de la ville ou du quartier, qui sont pauvres en illustrations.

Donc, petit à petit, dans un processus comme celui-là, l'animateur, plutôt que de proposer une activité numérique dans un lieu, devient un accompagnateur des jeunes dans un processus au sein duquel ils sont producteurs d'une connaissance sur le territoire qu'ils habitent. Et prendre conscience de ce processus-là dans la profession-même de l'animateur et la légitimer dans la structure et la mettre en discussion, trouver des animateurs qui font la même chose ou pourraient le faire un peu autrement, améliorer cela, le transformer dans des espaces de formation et le généraliser, c'est ce que j'appellais tout à l'heure passer du « déjà là » à la rupture dans les structures.

Je crois qu'il y a énormément de potentialités, mais je crois qu'il y a énormément de travail à faire. Et probablement qu'une partie du travail à faire tient à la responsabilité des différents niveaux de structuration de l'activité associative. Ce serait un beau débat de PROJEP pour l'année prochaine : comment, dans tout cet océan de mutations croisées, qui sont à des niveaux variés, on peut adapter la forme fédérative, intégrer la problématique des territoires en adaptant à chaque fois les territoires où l'on organise les choses aux besoins que l'on a avec les acteurs. C'est un enjeu énorme, parce qu'on hérite aussi d'une histoire qui a été riche. Toutes les fédérations éducatives, ce n'est pas valable uniquement dans le champ de l'éducation populaire, sont les héritières de la construction d'un besoin de légitimité, de reconnaissance par l'État, qui a en retour soutenu les dynamiques de renforcement de ces secteurs. Aujourd'hui, on est dans un système où, à la fois des acteurs privés, des collectivités, jouent un rôle de plus en plus important dans le fonctionnement des associations, et il y a donc différents

espaces de légitimité avec lesquels il faut construire son espace associatif. Cela pose aussi des questions de ce type-là au secteur associatif, qui me semblent importantes pour projeter les ruptures dans des choses concrètes.

Dominique GARET

Effectivement, sur cette question de reconnaissance, de co-construction, d'articulation, finalement, avec des politiques publiques, Emmanuel BIOTEAU, quelles pistes sont à creuser et que voit-on déjà à l'œuvre, pour se dire que cela couvre ces questions-là, ou qu'au contraire, il faut inventer et prendre l'initiative? Nous avons évoqué à plusieurs reprises la question de la proactivité. Comment, dans le dialogue pouvoirs publics/associations, peut-on aller explorer quelque chose?

Emmanuel BIOTEAU

Très modestement, je ne répondrai pas au comment. Je n'aurai pas du tout cette prétention. Je ferai une observation, qui rejoint celle que vient de faire Emmanuel juste à l'instant, au risque d'enfoncer une porte ouverte et de me faire plein de copains, mais ce n'est pas grave. Il y a quelques années, Vincent DE GAULEJAC sortait un livre intitulé « La société malade de la gestion ». Je ne vous cache pas qu'avec quelques-uns, nous avons un peu envie d'écrire aujourd'hui « La société malade du territoire ». Pourquoi? Tout simplement parce qu'aujourd'hui, les différentes enveloppes territoriales avec lesquelles on doit composer... Et je dis bien « enveloppes territoriales » : en tant que géographe faisant de la géographie sociale dans une unité qui s'appelle Espace et Société, le territoire est bien au-delà d'une enveloppe, mais le territoire en tant que reçu, perçu aujourd'hui dans les politiques publiques, dans le déroulé des programmes, est une enveloppe administrative dans laquelle on doit défendre une existence, parce que le financeur est à l'échelle communale, ou intercommunale, ou départementale, on peut les emboîter. On a quelques tentatives d'inter-territorialité et on a quelques travaux qui portent sur ces questions, mais qui se font toujours sous des formes un peu pré-établies : aller vers un parc naturel régional, vers un programme de type groupement d'acteurs locaux... Il y a toujours quelque chose de prédéfini. S'il y a quelque chose à travailler aujourd'hui ici c'est, d'un point de vue vraiment fonctionnel, trouver des leviers pour faire entendre aux décideurs et aux financeurs que le territoire du projet n'est pas forcément le territoire de l'action publique au quotidien et que ce territoire du projet est parfois infra-communal et supra-communal, parfois en inadéquation complète avec ces découpages. Cela passera, c'est là où l'éducation populaire a un rôle à jouer, par la mobilisation citoyenne : faire entendre que nous avons besoin de ce périmètre-ci. On pourrait ouvrir la boîte de Pandore de multiples exemples de projets qui sont plus ou moins contraints par ces problématiques. C'est vraiment un premier élément.

Deuxième élément, pour rebondir un peu sur ce que vous disiez au titre de la culture, être créatif. Là aussi, il nous faut être co-créatifs, que cette créativité ne soit pas seulement au sein du tissu associatif, mais soit aussi en lien avec les élus locaux, les entreprises du territoire, avec des habitants qui ne sont pas adhérents ou bénévoles, mais qui sont présents, avec les universitaires, avec des instituts de formation. Cette co-créativité, pour moi, souffre de deux biais. Un qui est inhérent à la sectionnalité dans laquelle on se retrouve. On a aujourd'hui des travaux sur l'intersectorialité : faire sortir la sociologie de la sociologie, être en dialogue avec la géographie, la mettre en dialogue avec les sciences du vivant, etc., pour entrecroiser. Là, l'éducation populaire a quelque chose à nous apprendre. Vraiment à nous apprendre. Cela ne se fait peut-être pas naturellement, mais cela se fait de longue date. Et si cela se fait de longue date là-bas, pourquoi cela ne peut-il pas se faire chez nous? Et inversement, une fois que cela se fera dans le chez nous universitaire, nous serons en mesure d'apporter des réponses beaucoup plus précises, de répondre à des objets et à des problématiques beaucoup plus locales.

Très modestement, encore une fois, nous tentons de le mettre à l'œuvre. Il y a eu des tentatives sur les Hauts-de-France, cela a déjà été évoqué lors de la table ronde précédente. Il y en a un peu partout. Je vois une tentative dans laquelle je suis investi, où on est en train de retourner complètement l'objectif

d'une mesure d'impact en disant tout simplement : on vous donne les indicateurs auxquels vous voulez avoir accès et on utilise la mesure d'impact comme petit argument pour aller sur une forme de recherche, on ne sait pas ce qu'elle est : recherche action, recherche intervention? Est-elle co-recherche? Ce n'est pas grave. Les acteurs du projet définissent les besoins, nous venons les appuyer, en les appuyant cela redéfinit nos méthodes de travail. Nous sommes obligés, nous, universitaires, de modifier en permanence notre arsenal méthodologique, ce qui fait que ce ne sera jamais reçu par les pairs comme il se doit, mais ce n'est pas grave. Mais, inversement, cela amène les acteurs à se requestionner en permanence non pas sur comment on fait, mais pourquoi on fait et comment. Je crois que c'est extrêmement important aujourd'hui. On sort peut-être du sujet et de l'objet qui sont les nôtres aujourd'hui, la transition, mais je crois que la transition sera rendue possible et la place des acteurs de l'éducation populaire sera bien présente si demain, justement – je vais juste le mettre dans ce petit jeu : « pourquoi je fais, comment? ». Tout le monde est en train de se positionner sur « comment vais-je faire? ». On pose la discussion autour de l'approche politique du commun. On peut la poser autour de ce que l'on appelle les théories de l'agencement, mettre en lien différents opérateurs. Je crois qu'il faut revenir de temps en temps à la question du pourquoi. Et s'il y a une transition à faire chez nous aussi, c'est : pourquoi met-on en œuvre les choses que l'on souhaite mettre en œuvre?

Dominique GARET

Merci. Dans l'interaction et la richesse de cette table ronde, il y a deux interventions qui vont encore venir compléter les propositions.

Intervention de la salle

Monsieur Marc MAJOR, conseiller d'éducation populaire et jeunesse en Seine-Saint-Denis. Je souhaitais rebondir sur ce que souleviez tout à l'heure. La vie associative, depuis quelques années, est traversée par des contradictions. Les jeunes, avec les problématiques d'angoisse climatique, mais aussi de santé mentale, au-delà de TikTok, sont aussi traversés par cette question, qui fait que la mobilisation de la vie associative crée parfois des questions générationnelles sur les formes d'engagement des jeunes. Vous avez aussi les Gilets jaunes qui sont apparus et qui questionnent à la fois la fin du mois et la fin du monde, qui renversent aussi l'action associative telle que l'on pouvait la voir, puisqu'aujourd'hui, ils sont traversés par d'autres problématiques.

Je voulais simplement vous questionner sur quelque chose que j'ai pu analyser : le travail de la vie associative à Detroit. Quand la structure de la ville s'effondre, quand il n'y a plus rien, on continue quand même à transmettre, à parler d'héritage, d'émancipation et de transmission. C'est une autre forme de pédagogie associative, mais avec un lien avec la terre, c'est-à-dire comment l'urbanité et l'industrie qui s'effondrent requestionnent la question du comment manger, du pourquoi on vit ensemble et de ce que l'on a en héritage sur un territoire qui n'est plus un territoire de travail, qui n'est plus un territoire de financiarisation, mais un territoire où il va falloir que l'on vive parce que l'on ne peut pas aller ailleurs. Vous parliez de transition, mais parfois, il y a des transitions contraintes, comme celle d'un effondrement du système économique. Cela nous questionne sur « pourquoi on fait, comment? », mais aussi sur « comment on va faire et pourquoi ».

Dominique GARET

Effectivement, cela reprend également des choses dont il faudra se saisir à la rentrée. Une autre question et, à partir de maintenant, je vous invite à ce qu'il y ait des réponses courtes. Nous avons encore un quart d'heure maximum, je pense, pour être ensuite au rendez-vous du repas et de la suite du déroulement de la journée.

Intervention de la salle

Gaëtan VECCHIO, je suis délégué régional du FONJEP Grand Est, mais avant tout directeur d'un centre social CAF à Folschviller, en Moselle, à la frontière allemande.

La question de la transition, la question du numérique, de l'environnement, de la démocratie, dans un quartier populaire, c'est compliqué. Faire porter à une population en grande précarité la question de l'écologie, la question de la fracture numérique, c'est hyper-compliqué. Donc cela sous-entend, pour nous centres sociaux, MJC ou autres acteurs des associations, de trouver des moyens pour obtenir des résultats.

Dans le cadre de la parentalité, d'emblée nous avons vu se lever le bouclier de la lutte contre les écrans. On s'est dit : « C'est impossible, aujourd'hui, de lutter contre les écrans. Il va falloir accompagner les parents, accompagner les jeunes dans cette transition-là. » Cela fait partie de notre vie quotidienne et nous y sommes allés en connectant le centre social, parce qu'il fallait lutter contre la fracture numérique, accompagner les personnes sur l'accès aux droits en ligne. C'est aussi simple que cela. On s'est donc dit que l'on était un centre social. Et puis est arrivée la question des tiers-lieu, ces fameux OVNI où l'on mêle l'économie, des jeunes qui veulent créer des entreprises. Ce n'est pas notre ADN, mais on y est allé quand même. Puis on est arrivé sur des répare cafés, des zones de gratuité, des zones d'échange, etc. En fait, c'est cette expérimentation-là qui nous oblige à être réactifs et à être des acteurs pour conscientiser la population. On est arrivé, aussi, sur la question des fake news, parce qu'ils sont beaucoup plus habiles que nous et qu'ils maîtrisent très bien les smartphones. Nous avons dû travailler avec l'Éducation nationale sur les premiers conflits dès le premier jour de la rentrée scolaire, ce qui n'était pas le cas auparavant. Nous, les animateurs, qui ne sommes pas des professionnels du numérique, avons dû nous adapter avec de nouveaux partenaires pour nous adapter à ces transitions.

Tout cela pour dire, in fine, que tout cela est en mouvement et qu'il ne faut pas que cela reste dans des clubs d'initiés. Il faut vraiment ouvrir cette réflexion, que ce soit pour la petite association de quartier ou la petite association dans un village, parce que ces jeunes-là, nos jeunes, ainsi que nos adultes, accèdent au numérique et accèdent forcément à la question de l'écologie, sur laquelle ils sont parfois beaucoup plus en alerte que nous.

Dominique GARET

Merci. À plusieurs reprises, que ce soit à la table ou dans la salle, nous avons vu que la question n'était pas cloisonnée : il n'y a pas l'écologie, la démocratie, le numérique. Aurélien, sur un territoire et avec les habitants avec lesquels tu travailles, comment ces questions d'articulation entre l'aspect démocratique, écologique et numérique, que tu as déjà ébauchées tout à l'heure, se travaillent ? En rapport, également, avec les politiques publiques, puisque nous ne vivons pas dans une bulle qui serait indépendante de nos interlocuteurs.

Aurélien BOUTET

Auparavant, je voulais juste réagir à deux ou trois interventions dans la salle et notamment à celle de la personne qui parlait de la situation à Detroit, où l'on s'est rendu compte que des solidarités existaient et que les habitants étaient en capacité de continuer à faire vivre des choses. Je pense que l'on a eu une expérience très concrète en France également : regardez comment, au moment de la crise Covid, le tissu associatif a été primordial pour maintenir des liens de sociabilité, de solidarité, venir en aide à des personnes en difficulté, créer des maques... Je pense que l'on a oublié un peu trop vite le rôle joué par les associations et celui qu'elles jouent de manière générale dans la société, comment, soudain, on a vu tout ce tissu de personnes agissant au quotidien, qui sont souvent des invisibles et, finalement, soutiennent en grande partie le fonctionnement de la société.

Je voulais aussi intervenir par rapport à des choses qui ont été dites, avec lesquelles je suis d'accord. Je m'interroge beaucoup sur la question de notre rôle en tant que mouvement d'éducation populaire et ce que l'on défend, c'est-à-dire le fait que les gens prennent en charge ces questions écologiques, de manière démocratique, et la contradiction qu'il y a avec l'urgence, ainsi que sur ce que tu disais : est-ce

qu'il n'y a pas à définir des contraintes ? Ne sommes-nous pas dans une contradiction à vouloir impliquer les gens dans cette transformation alors qu'il y a une urgence ? Je n'ai pas de réponse, mais je pense que l'on touche vraiment à quelque chose qui nous interroge et qui interroge notre action.

Il était question tout à l'heure des Gilets jaunes. Ils ont effectivement montré la contradiction qu'il peut y avoir entre la question sociale et la question écologique. Comment, demain, imposer des contraintes écologiques à des gens qui ont eux-mêmes des contraintes liées au fait qu'ils doivent prendre leurs véhicules diesel pour aller travailler ? Et comment arrive-t-on à les sensibiliser à ces questions dès lors qu'on leur dit qu'ils ne pourront plus prendre leur voiture ou qu'ils devront en changer ?

Sur la question de ce qui se passe sur le terrain et des contraintes auxquelles nous avons affaire dans le cadre des relations avec les politiques publiques qui sont menées, je disais tout à l'heure qu'il n'était pas évident de faire vivre des lieux de proximité. Effectivement, nous vivons là aussi des contradictions. On nous parle d'essayer de régler les questions de mobilité et, en même temps, les lois de décentralisation font que ces lieux de proximité ont de plus en plus tendance à disparaître et à éloigner les lieux de culture et de loisirs pour les familles et pour les jeunes. Quid de la question écologique quand on doit prendre toujours plus sa voiture pour aller travailler ? Les lieux de décision eux-mêmes s'éloignent de la population, puisque de moins en moins de choses se décident au sein des conseils municipaux, mais de plus en plus dans des conseils communautaires, dont les élus rendent très peu de comptes sur des territoires de communautés de communes qui sont de plus en plus grands. Là aussi, les politiques publiques qui sont menées vont à l'encontre des besoins écologiques ou démocratiques exprimés par la population. Je pourrais vous expliquer, mais ce serait trop long, comment par exemple un foyer rural s'est retrouvé dessaisi du jour au lendemain du lieu qui était animé par les habitants, au prétexte que la communauté de communes avait besoin d'un lieu pour organiser des manifestations ; on lui retirait donc ce lieu sans discussion, avec toutes les conséquences que cela peut avoir, c'est-à-dire comment les gens se sentent pris en compte dans ce qu'il se passe sur leur territoire et comment ils se sentent dessaisis de leur territoire.

Pour finir, je voulais insister sur la question des relations entre les mouvements d'éducation populaire, les associations et les pouvoirs publics. On parle de co-construction des politiques publiques, auxquelles les associations peuvent contribuer, mais aujourd'hui, je pense que l'on est encore très loin, tout simplement parce que ce rôle n'est pas reconnu en tant que tel. C'est en tout cas ce que nous vivons. Nous avons plutôt l'impression d'être dans une logique engagée depuis de nombreuses années, où nous nous retrouvons être des sous-traitants des politiques publiques, où des objectifs nous sont définis et où nous devons répondre à des appels à projets sur des temps très courts. Quand on est dans un travail d'éducation, conscientisation et de transformation sociale, écologique, politique, on est sur du temps long. La question qui se pose est donc celle de la relation entre les associations et les pouvoirs publics ; je n'invente rien, puisque ce sont des questions sur lesquelles nous échangeons régulièrement. Mais est-ce que le monde associatif, avec tout ce qu'il peut porter en termes de transformations sociales et écologiques, est aujourd'hui vu comme étant porteur de ces transformations et pouvant inspirer des politiques publiques ? Je crains que ce ne soit pas forcément le cas. Après la guerre, quand il s'agissait de transformer la société et d'aller vers un modèle social plus juste, porté notamment par les valeurs du Conseil National de la Résistance, les mouvements d'éducation populaire étaient reconnus comme étant de vrais appuis de la transformation de la société. Aujourd'hui, je ne pense pas, malheureusement que ce soit le cas et peut-être faudrait-il s'inspirer de l'histoire.

Dominique GARET

Merci. Pour compléter les interventions sur cette question de la manière dont on invente de nouvelles pratiques, comment de nouvelles pratiques s'inventent avec les acteurs des territoires, sous l'angle du numérique, il y avait la question des communs.

Laurent COSTY

Avant d'aborder la question « réforme ou rupture ? », puisque pour moi c'était la troisième question, juste trois réactions.

Je pense qu'il faut se redire, dans l'éducation populaire, qu'il faut savoir requestionner la pertinence du numérique. On ne s'autorise même plus à se demander si le numérique est pertinent. Il faut mettre du numérique partout. Donc, l'éducation populaire doit systématiquement se poser la question : est-ce que le numérique, là, à cet endroit-là, est pertinent ? Je le redis : cela me semble essentiel. Je peux prendre l'exemple de l'époque où j'étais jeune délégué fédéral dans les MJC et où je voulais mettre du numérique partout dans les MJC. Mais en fait, il n'y a pas d'utilité : les gens sont sur un lieu, en physique, donc il n'y a pas besoin de mettre un smartphone entre eux, soyons clairs sur cette question-là. Cela rejoint peut-être le soutien que l'on doit apporter au Défenseur des droits, qui défend la logique que l'on doit pouvoir accéder à l'administration sans numérique. Il faut laisser cette possibilité-là, cela me semble important que l'éducation populaire soutienne cette proposition. Et évidemment, pour faire lien avec la question écologique et numérique, dans les travaux que l'on va mener, il faudra la question, parce que le numérique a un impact écologique colossal. On disait que les jeunes avaient une conscience écologique, mais pendant qu'ils regardent six heures de streaming sur Internet, tout ce qui se passe derrière en termes énergétiques est colossal.

J'en viens à la question de la réforme ou de la rupture. Sur la question des réformes, je parle de réformes par la coopération, la mise en lien, l'analyse de projets coconstruits, la formation croisée. Je n'ai pas cité le projet Bénévalibre, un projet intéressant mené au sein d'un CRAJEP en Bourgogne-Franche-Comté, où tous les acteurs se sont mis autour de la table pour consolider un outil libre et éthique pour valoriser le bénévolat. Cela rejoint vraiment les questions de l'IFMA et du FONJEP. Framasoft, évoqué tout à l'heure, le Collectif des Hébergeurs Alternatifs Transparents Ouverts Neutres Solidaires, sont des modèles qu'il faut que l'on regarde : comment on peut se les approprier, comment on peut travailler avec Framasoft. Le projet Emancip'Asso, projet de formation, d'accompagnement, est peut-être ce qu'il manquait dans la première logique du libre. Les résultats de recherches de TAPAS, où ces communautés-là ont été étudiées, viennent nourrir et compléter toutes les recherches qui ont été évoquées au début de la matinée.

Effectivement, il y a une forme de rupture, parce qu'il faut changer nos habitudes et parce que changer nos habitudes, c'est extrêmement violent, extrêmement rude, surtout dans notre milieu associatif où l'on n'a ni le temps ni l'énergie pour le faire. C'est une vraie question. Si l'on est convaincu que des choses sont à changer, il faut prévoir le temps, l'énergie et les compétences. De plus, tout est fait pour vous empêcher et vous ralentir dans les transitions que vous souhaiteriez : on vous enferme dans des systèmes numériques, on vous empêche de migrer vos données, on vous enferme dans des écosystèmes. Apple, pour ne pas le citer, est spécialiste de cela : quand vous êtes dans Apple, tout fonctionne très bien, dès que vous voulez en sortir, c'est une horreur.

Être en cohérence aussi avec les initiatives institutionnelles et je ne vais en citer que deux, mais il y en a beaucoup plus. L'Europe, le RGPD, sont des choses sur lesquelles il faut que l'on s'appuie. Cela nous aide aussi, au quotidien, pour migrer vers des outils libres, même s'il y a des choses à critiquer. Le SILL, le Socle Interministériel de Logiciels Libres, qui est préconisé dans l'administration, utilisons-le aussi dans nos associations. Encore une fois, au quotidien, ce n'est pas simple, mais cela reste des références institutionnelles importantes.

Je l'ai dit tout à l'heure, je ne reviens pas dessus : les communs numériques remettent au centre la question de la gouvernance et donc du fonctionnement de nos associations.

En conclusion, je pense qu'il faut convoquer l'intelligence non-artificielle et collective de l'éducation populaire pour faire ensemble, mettre en commun et répondre à nos besoins d'outils numériques libres, éthiques et maîtrisés au service du progrès social et de la justice sociale.

Dominique GARET

Merci Laurent. Cela fait écho à ce que l'on allait inviter non pas pour clore, mais pour mettre un point d'étape à cette table ronde, qui n'est que l'introduction de ce que l'on aura à travailler à la rentrée. Quelle est l'utopie de l'éducation populaire pour une transformation profonde? Tu en apportes l'un des éclairages. Je vous invite, de manière rapide, les uns et les autres, à synthétiser ce que vous pourriez dire là-dessus. Peut-être pointer également en quoi, comme vous l'avez abordé à certains moments, au-delà de ces points du numérique, de l'écologie, de la démocratie, on peut être en veille pour repérer d'autres types d'enjeux : on parlait de tout ce qui est lié à l'intersectionnalité, à des militantises liées à des discriminations en les abordant de cette manière-là... Il n'y a pas que les questions de genres, il y a aussi les questions d'origines, d'histoires, etc. Comment cela peut-il également percuter les préoccupations du champ de l'éducation populaire? Je vous passe la parole, chacun l'un après l'autre, en commençant par Aurélien, à partir du thème de l'utopie de l'éducation populaire et comment on pourrait assurer une démarche de veille sur de nouvelles questions.

Aurélien BOUTET

Tout à l'heure, il a été dit que la jeunesse n'attendait pas les mouvements d'éducation populaire pour agir. Je pense qu'en effet, il y a d'autres initiatives ailleurs et que l'éducation populaire ne se fait pas toujours dans les lieux d'éducation populaire, et heureusement. Elle n'appartient à personne, à mon sens.

Dominique GARET

Pas que dans les lieux labellisés.

Aurélien BOUTET

Voilà : pas que dans les lieux labellisés. Heureusement, également, que les lieux d'éducation populaire savent capitaliser du savoir. Il y a peut-être cette nécessité de jonction entre ces mouvements émanant de la société civile, qui ont peut-être tendance à rejeter certaines formes d'organisation qui sont les nôtres. Peut-être, à un moment, y aura-t-il besoin de cette rencontre.

Ce qui me semble aujourd'hui urgent, c'est de sortir d'une vision sectorisée des problématiques sociales ou sociétales et d'essayer de reproduire une réflexion plus globale, plus systémique, pour apporter des réponses. Toutes ces questions sociétales sont importantes, mais je m'aperçois aussi, dans mon action quotidienne, que ce soit auprès des associations ou lors d'interventions au sein d'un IUT carrières sociales, que les citoyens sont très peu informés, formés sur les questions institutionnelles et économiques. Or comment aborder les questions écologiques et comprendre les grandes transformations nécessaires quand on ne comprend pas le fonctionnement de l'économie de manière générale? Ce sont des domaines sur lesquels on intervient très peu dans les mouvements d'éducation populaire.

Dominique GARET

C'est sans doute encore un point à creuser à la rentrée. Merci Aurélien. Emmanuel BIOTEAU.

Emmanuel BIOTEAU

Sur la question de l'utopie, je vais peut-être aller encore plus loin dans l'utopie d'horizontalité. Pour moi, ce que produisent les mouvements d'éducation populaire est une forme de relation horizontale. Alors, allons jusqu'au bout. On est peut-être tombé trop loin dans l'utopie de la verticalité ces dernières années, je ne saurais pas le dater. Donc remettons en place l'utopie de l'horizontalité pour mettre tous

les acteurs autour de la table, quelle que soit leur nature, quels que soient leurs apports. Ce qui doit être au milieu de la table, c'est le projet. Je crois qu'à partir du moment où l'on arrivera à remettre le projet, de transition ou autre, on créera des liens, peu importe leur nature, peu importe comment ils seront constitués. Il faut tisser des liens entre tous ces acteurs et c'est là où le projet tiendra et fera sens. C'est un peu utopique là encore, mais c'est une douce utopie.

Dominique GARET

Merci. Je propose que Laurent intervienne et Emmanuel portera le propos général.

Laurent COSTY

Je vais être extrêmement bref. Si l'on veut repérer les prochaines problématiques qui nous arrivent, je vais citer un chercheur, qui s'appelle Emmanuel PORTE, qui a dit : le « déjà là ». Car tout est déjà là. Donc il faut que l'on observe nos associations, que l'on soit à l'écoute et que l'on fasse remonter les sujets.

Emmanuel PORTE

Je pense que l'éducation populaire se caractérise globalement par une volonté d'inscrire l'émancipation des individus dans des cadres collectifs. Ces cadres collectifs sont aussi des espaces d'observation des transformations qui existent dans la société, puisqu'en fait, en étant au plus près des gens qui sont regroupés, que ce soient des jeunes ou d'autres publics, on a des capacités d'écoute des problématiques qui émergent, des problématiques sociales, des manières de s'approprier les enjeux environnementaux, des problématiques de mobilité. Ce sont des terrains d'observation très importants et la question qui se pose à mon avis à chaque fois dans les structures est : comment peut-on entendre ce qu'il y a à entendre quand on est organisé de la manière dont on est organisé? Globalement, les structures fonctionnent avec des professionnels et des militants, et il y a des conflits de légitimité sur l'interprétation de ce qui est prioritaire. C'est un vieux débat dans le monde associatif dont, à mon avis, un certain nombre de cartes sont rebattues par des initiatives à la fois très locales, très horizontales, avec une transformation d'un certain nombre de métiers.

J'aurais bien envie de proposer qu'il puisse y avoir des espaces pour travailler en même temps sur l'évolution des métiers et l'évolution des fonctions. Très souvent, le nom du métier ne correspond pas au rôle dans le collectif, ce qui crée des dissensions très violentes dans la pratique des gens, sur lesquelles il est urgent de travailler. C'est un besoin dans le monde associatif, mais aussi dans le champ du travail administratif et un problème dans le monde professionnel en général. De nouveaux métiers ont émergé. Aujourd'hui, un animateur historiquement spécialisé dans le multimédia fait de la médiation numérique. Les gens qui s'investissent dans les problématiques de recherche ont tendance à dire qu'ils font de la médiation de recherche. Sont-ils encore animateurs? Dans quelle mesure le sont-ils? Ils ont une identité professionnelle qui relève de cela et ont une fonction qui relève d'un autre espace. Ils sont connectés de manière un peu en tension par rapport à ce qu'ils font et vis-à-vis de leurs publics. Je pense que ce pourrait être un rôle intéressant pour des fédérations nationales, départementales ou régionales de permettre aux collectifs associatifs et aux professionnels d'échanger sur ces questions, parce que je ressens des besoins exprimés régulièrement par le terrain à ce sujet.

Dominique GARET

Merci. Merci à vous de vous être prêtés à un défi qui était de balayer des champs aussi larges et aussi complexes. Merci d'avoir rajouté d'autres préoccupations qui devront, à mon avis, être reprises pour la poursuite des séquences PROJEP. Il y aura peut-être une autre séquence, en particulier sur ce qui vient d'être dit dans les derniers temps, puisque le FONJEP est avant tout un outil où il y a la dimension professionnalisation. Donc, effectivement, comment on se saisit de ces différents aspects et pas seulement dans les entrées qui ont été indiquées? Merci à vous pour vos contributions, à ceux qui ont suivi ou qui suivront ultérieurement la rediffusion. Et puis, on continue. Certains diraient : on ne lâche

rien. On ne lâchera sûrement pas le fait de continuer à se saisir de ces questions, puisque rendez-vous maintenant pour les prochaines séquences PROJEP à la rentrée.